

«La mondialisation a aliéné les populations»

RAM ETWAREEA ZERMATT

> Interview Hernando de Sotro explique pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue ailleurs

> La propriété définie et reconnue est, selon lui, un moteur de croissance

Penseur reconnu en matière de développement économique, auteur de plusieurs livres et conseiller de nombreux gouvernements en Amérique du Sud, l'économiste péruvien Hernando de Sotro a participé samedi au 2e Sommet de Zermatt sous l'enseigne «Humanizing globalisation».

Le Temps: Que reprochez-vous à la globalisation?

Hernando de Sotro: Elle a coupé les liens avec l'humanité. La finance globale a pris le dessus sur toutes les autres activités économiques, opère dans un monde virtuel, sans aucun contrôle et sans avoir à rendre des comptes. Les produits dérivés permettent de lever des capitaux qui ne sont liés à aucun collatéral. Nous vivons désormais dans l'hyperréalité comme dans le film Matrix où la réalité est déformée.

- La globalisation a pourtant, au cours de ces dernières années, sorti des millions de gens de la pauvreté, dans votre propre continent compris, non?

- Attention, je ne suis pas un anti-globalisation. La globalisation crée de grands marchés qui ouvrent la voie à la spécialisation et à la division du travail. L'Amérique du Sud a connu un grand essor économique. Mon pays, le Pérou, a enregistré un taux de croissance de 6 à 8% ces dix dernières années, grâce à notamment des investissements étrangers dans les secteurs miniers, agricole et industriel. L'ouverture des marchés facilite la création de la richesse. Le problème est qu'il y a une aliénation d'une partie de la population qui a l'impression qu'elle n'est qu'un témoin passif de la création et de la distribution de cette richesse.

- L'Inde et la Chine ont aussi réduit la pauvreté en ouvrant leur économie respective...

- Oui, ces deux pays ont fait des bonds spectaculaires. Je ne connais pas trop le cas chinois. Par contre, je suis fasciné par l'énergie qui est déployée en Inde pour améliorer le niveau de vie. Le secteur privé est dynamique. On le vit au quotidien en prenant les avions des compagnies privées, en allant dans les hôtels ou encore en voyant le développement fulgurant des technologies de l'information. Toute la question est de savoir si on avance dans une façon paisible ou confrontationnelle. Par exemple, il est important de savoir comment les hypermarchés géants coexistent avec le commerce traditionnel.

On peut aussi parler d'Afrique où cette aliénation est encore plus flagrante. Près de 30% du pétrole nigérian se trouve dans le delta du Niger, mais les populations locales s'y retrouvent comme si elles étaient étrangères. Cela donne lieu à un ressentiment négatif et de ce fait, les jeunes, au lieu de participer à la création de la richesse, deviennent des pirates.

- Diriez-vous que le facteur «aliénation» a soulevé les populations dans les pays arabes?

- Absolument. En Tunisie, le jeune Mohamed Bouazizi s'est immolé parce qu'il était exaspéré à cause du manque de perspective et des bâtons que les autorités lui mettaient dans les roues. Le mécontentement a été plus fort du fait d'un système politique répressif. Le printemps arabe n'a de loin

pas résolu les problèmes et je crains qu'il soit récupéré par les intellectuels ou les radicaux religieux. Un changement de pouvoir ne suffit pas; le sort des populations doit changer.

- Vous constatez que le capitalisme triomphe en Occident et échoue dans les pays en développement. Pourquoi?

- L'Occident a mis en place les institutions. Celles-ci ont, entre autres, créé les identités des personnes de même que les titres de propriétés. Dans les pays en développement, plus de 80% de l'économie est informelle, mais elle n'a pas d'identité ou de propriété définie et reconnue. Une personne qui ne connaît pas sa date de naissance ou son lieu d'origine et qui n'a pas d'adresse ne peut pas accéder au crédit pour lancer une entreprise. De la même façon, un paysan ne peut pas contracter une dette, une vente ou une location de sa terre sans qu'il ait une preuve de propriété. En Occident, la propriété a donné une impulsion économique. Au Pérou, la propriété, parce qu'elle n'est pas définie, donne lieu à des confrontations entre le grand propriétaire terrien et les paysans sans terre ou entre les petits paysans et les compagnies minières, agricoles et industriels qui veulent leur terrain. En Amazonie ou en Inde, les conflits entre compagnies minières et peuples indigènes ne sont pas près d'être finis.

- Que faut-il faire?

- Mettre en place un processus de légalisation massive pour légitimer les propriétaires de fait par usage. Les Etats-Unis ont transformé leur économie en régularisant la situation de millions d'immigrés.

- Vous tenez aussi l'administration publique dans les pays en développement comme responsable de la pauvreté...

- Si vous voulez ouvrir une boulangerie en toute légalité au Caire, vous devrez consacrer 544 jours pour faire les démarches administratives. Vos tracasseries ne se termineront pas quand vous lancez vos affaires. Il faudra alors vous démener avec les impôts et autres contrôles. Il y a de quoi pour vous pousser à rester hors du système légal. Mais là, vous n'avez pas accès au crédit, à de l'eau ou à l'électricité. Dans les pays en voie de développement, le secteur informel qui crée beaucoup d'emplois n'a pas un mot à dire. Pourtant l'Etat aurait beaucoup à gagner en termes de l'emploi, d'impôt et d'informations si le boulanger pouvait faire son travail sans qu'on le freine. Des règles simples et efficaces ont fait que la Suisse, bien qu'elle ne fabrique pas d'acier, est un exportateur majeur de machines-outils.